

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## PK8 : dans la hantise de nouveaux éboulements

Olivier NDEMBI  
Libreville/Gabon

DEUX semaines après le glissement de terrain qui a englouti une famille de 7 personnes "Derrière-La-Rose-Croix", à quelques centaines de mètres du Marché-Banane, la hantise de nouveaux drames demeure vivace au sein des habitants de ce quartier du 6<sup>e</sup> arrondissement de Libreville. Ce mardi après-midi, assis dans les troquets qui longent la petite voie cabossée conduisant au lieu de la catastrophe, hommes et femmes observent en silence le véhicule de reportage qui nous y conduit. C'est que depuis que le couple présidentiel y a mis les pieds pour manifester compassion et solidarité à la famille des victimes, l'on semble dévisager tous les non-résidents. Les portes de la maison de la mort, cette habitation en parpaings non crépie dans laquelle ont tragiquement péri les 7 membres de la famille, en contrebas de la montagne, sont cadencées. À la vue des visiteurs, un chien semblant être celui de la famille disparue, s'y réfugie précipitamment en passant par l'un des murs laissés béants par la violence des eaux et le déferlement de la boue. Mais ce chien qui aboie sait-il qu'il ne reverra plus jamais ses maîtres ou pense-t-il que ces derniers ont effectué un simple voyage et qu'ils seront bientôt de retour ? Deux semaines après la tragédie, les regards des habitants du PK 8 restent tournés vers les pouvoirs publics dont ils attendent des solutions à leur mal-être. Beaucoup parmi eux disent s'être établis ici faute de mieux. Et au

fil des années, chacun y a bâti sa maison en rongé un peu la montagne. On en trouve ainsi de tous les plans, des constructions sommaires à des investissements plus importants. Mais depuis cette terrible nuit du 20 octobre, toutes ces maisons sont vidées de leurs habitants. Encore sous le choc, certaines familles n'envisagent d'ailleurs plus se réinstaller. "Si on me donne un logement à Bikelé, je suis prête à partir", tranche par exemple Pauline Ivora, lieutenant de police à la retraite. D'autres disent attendre la matérialisation des engagements découlant de la visite du président de la République sur les lieux avant de se prononcer.

Mais que retenir justement de cette visite présidentielle au PK 8 en ce jour mémorable du mardi 1<sup>er</sup> novembre 2022 ? Quelles actions ont été préconisées pour répondre à la détresse de ces populations exposées aux éboulements, et s'interdire à l'avenir de tels drames ? D'abord, indiquent nos sources, il s'agit d'un dossier impliquant plusieurs départements ministériels ou administrations (Affaires sociales, Habitat, Agence nationale de l'urbanisme, des travaux topographiques et du



Photo : Olivier NDEMBI

**Le déferlement de l'eau et de la boue sur ce mur arrière de la maison a été fatal pour les 7 membres de la famille.**

cadastre, Société nationale immobilière, etc.), tous placés sous la coordination du vice-Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze. À la suite d'un recensement réalisé par des équipes techniques, 6 familles (44 personnes) et des habitations exposées à un danger extrême ont été identifiées. Il a alors été proposé à ces personnes sinistrées et à leurs voisins immédiats de rejoindre des lieux plus sûrs. Aussi, deux hôtels ont-ils été mis à contribution, dont l'hôtel Hibiscus situé sur le Boulevard-Triomphal, aux frais de l'Exécutif. Mais sur les 44 personnes recensées, seules deux familles représentant moins d'une vingtaine de membres, à l'instar de la famille Gaston Ndong qui compte 9 personnes, ont accepté d'être logées à

l'hôtel. Trois chambres ont été attribuées à chaque famille. Les autres, semble-t-il peu au fait de cette organisation ou estimant insuffisante une telle offre, ont été recueillis chez des parents ou amis. Parallèlement, le gouvernement a réquisitionné six villas dans le lotissement en chantier de Bikelé, où des travaux d'urgence seraient en cours d'exécution. Au terme des deux semaines d'hôtel, correspondant aux délais donnés à la Sni pour la finition des travaux desdites villas, les personnes recensées devraient être relogées gratuitement par l'État. En outre, une opération d'identification et de marquage des habitations construites sur les flancs de collines est menée par l'ANUTTC. Reste à savoir si

leurs occupants bénéficieront eux aussi d'une mesure d'urgence en termes de relogement.



Photo : PMM

**Plusieurs habitations au PK6 sont exposées à un danger extrême.**



de la famille du PK8.

## Agir vite et bien !

ON  
Libreville/Gabon

À cause du traumatisme encore récent, causé par la mort brutale de leurs voisins et à la suite de la sensibilisation aux fins de les amener à libérer immédiatement les lieux, l'idée d'opérer un "back home" n'est pas présente à l'heure actuelle dans l'esprit des habitants de Derrière-La-Rose-Croix. Seulement les risques de réinstallation ne sont pas à écarter à moyen ou long terme si les actions visant leur relogement ne sont pas réalisées avec célérité.

En effet, que fait-on après le marquage des maisons ? Va-t-on les laisser en place ou les détruire pour réduire à néant toute velléité de réinvestir le site réputé dangereux ? En outre, c'est mardi prochain qu'expirent les deux semaines d'hôtel. Gaston Ndong et les siens, et les autres résidents temporaires de l'Hibiscus entreront-ils effectivement dans leurs nouvelles maisons dans les délais requis ?

Les pouvoirs publics sont ici appelés à agir vite et bien. Dans l'intérêt de toutes ces familles aujourd'hui confrontées à une détresse sociale.

## PK6 : drame humain en perspective ?

Prissilia M. MOUITY  
Libreville/Gabon

UNDI et mardi passés, des jeunes gens, vivant sur l'axe PK5-PK6, s'évertuaient à dégager la route d'accès à la Voie-Express obstruée par la terre tombée, quelques jours plus tôt, de la colline la surplombant. Les pluies abondantes survenues ces dernières semaines à Libreville étaient à l'origine de ce désagrément. Un éboulement sans gravité, mais qui laisse néanmoins entrevoir un potentiel danger dans cette zone. En effet, des habitations et une école

publique se trouvant sur cette colline sont menacées de s'écrouler par un affaissement du sol. Cette zone, qui abrite l'école publique de Sibang II, a connu un premier éboulement en 2002. Vingt ans après, rien n'est fait à ce jour pour éviter un drame. Les familles, qui y vivent depuis plus de deux décennies, n'ayant nulle part où aller, flirtent au quotidien avec la mort. Sur les lieux, Judex Ngoh, 38 ans, aîné d'une fratrie d'une dizaine de membres a avoué hier vivre dans la psychose permanente. "Nous passons des nuits blanches. Lorsqu'il pleut, on se dit qu'à tout moment, tout

peut arriver", a-t-il indiqué. Les mêmes craintes sont partagées par Paul-Alain Makanga, directeur de l'école publique de Sibanga II, qui a avoué ne plus se sentir en sécurité dans sa maison d'astreinte. Déjà, une grande partie de la barrière de l'école s'est effondrée à la suite d'érosions. "Le demeurant qui nous sert de barrière aujourd'hui peut s'effondrer à tout moment. Les élèves, et même les riverains, vivent avec un danger permanent", s'inquiète-t-il. Face à cette menace d'éboulement au PK6, les propriétaires ont été invités

à quitter les lieux. Sauf que ces derniers ne comptent pas plier bagage sans aucune garantie des pouvoirs publics. Ils attendent surtout qu'un site d'hébergement leur soit trouvé. Devant cette situation, il y a forcément des questions. Que font réellement les autorités face à ce danger imminent ? Doit-on attendre que le pire se produise pour qu'elles interviennent ? Plusieurs habitations, dans la capitale, en dehors de celles du PK8, sont aujourd'hui exposées aux éboulements. Le délogement de leurs propriétaires doit être envisagé.



osées aux risques d'éboulements.